

Editorial

Les sociétés anciennement communistes, qui portent, pour encore un certain temps, les marques de cette appartenance, sortent de l'ombre, s'ouvrent à la recherche. Des travaux sont consacrés au rôle des pratiques informelles dans la gestion tant du socialisme que des changements politiques de l'après-1989. L'accent est cependant davantage placé sur le jeu des solidarités et interactions dans la sphère économique que sur l'appréhension du politique. A propos des Balkans, en partie sous l'effet des guerres d'ex-Yougoslavie, l'intérêt se concentre sur un nombre relativement réduit de thématiques ayant trait pour la majorité aux recompositions identitaires, à la genèse des conflits et à leurs modes de résolution. Quelques travaux, par ailleurs, s'attachent à élucider l'émergence des nouvelles élites politiques ou les incidences du passage à l'État dans les Balkans de l'ouest.

Ces sociétés furent-elles véritablement différentes des nôtres ? Leurs spécificités évidentes devraient probablement être relativisées à la lecture de certains articles qui suivent. « *Rendre service* » en Bulgarie cerne le phénomène clientéliste, inséparable des pratiques du passé récent, qu'un certain tropisme croyait réservé aux pays ensoleillés de la Méditerranée. Il explore différentes formes d'accommodation du régime communiste et leur contribution à la construction des rapports entre dirigés et dirigeants, à l'heure de la « démocratisation ». Dans ce contexte, les « services » apparaissent comme le prisme à travers lequel le nouveau régime parlementaire est déchiffré et peu à peu apprivoisé.

L'ethnicité (tantôt occultée, tantôt instrumentalisée par le pouvoir à l'époque communiste) et la conception de l'origine étudiées à travers les manuels scolaires (marqués par l'interprétation substantialiste de l'ethnie) des républiques centrasiatiques (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan et Turkménistan) ainsi que les fondements historiques de l'Etat-Nation en Azerbaïdjan, sont les thèmes des articles qui suivent. Dans le premier cas, les quatre républiques semblent marquer une certaine réappropriation identitaire conduisant à une différenciation. Quant à la république sud-caucasienne, l'auteur retourne aux années décisives qui ont précédé l'intervention bolchévique, au réformisme djadid qui a modelé à Bakou la genèse d'un Etat indépendant. C'est l'un des rares travaux en profondeur publiés en français sur l'Azerbaïdjan, pays-clé du Caucase méridional.

La deuxième partie de la présente livraison est consacrée aux relations internationales qui affectent la Méditerranée orientale. Comment interpréter le vote par le Parlement français de la récente loi reconnaissant le traumatisme subi par la population arménienne, au cours de son déplacement forcé par le pouvoir unioniste en 1915 dans les provinces orientales de l'Empire ottoman alors en décomposition, et en proie aux manipulations des puissances occidentales et russe ? La réticence de l'exécutif à l'adoption d'une telle loi traduit-elle un malentendu, voire un antagonisme, entre lui et le législatif (effet pervers, peut-être, d'un certain fonctionnement de la démocratie parlementaire) quant à la conduite de la politique étrangère de la France ?¹ En tout état de cause, cette incursion du Parlement français dans l'écriture de l'histoire et dans celle des relations internationales est assez exceptionnelle et l'article, que l'on partage ses conclusions ou non, pose avec pertinence les données d'un dossier aux ramifications multiples, touchant à des enjeux aussi bien internes à la France, qu'à d'autres portant sur des considérations régionales et internationales.

En ce qui concerne la région proche-orientale, il faudrait considérer comme une première approche l'analyse de l'action menée par la Syrie de Hafez el-Assad, dont il est inutile de rappeler le caractère autoritaire, contre son voisin du Nord par le biais de la guérilla du PKK, depuis 1984, et soit dit en passant, sans apporter d'amélioration à la situation de sa propre population kurde. C'est un sujet longtemps resté dans l'ombre, quelque peu censuré par la politique. Le travail sur Chypre apporte des informations sur une partie de l'île, ignorée souvent par les médias échappant mal au prisme culturel, occultant les relations intercommunautaires, sans suffisamment s'interroger sur les raisons profondes de ce qu'il est convenu d'appeler, de façon simplificatrice, en Occident, « l'invasion » pour parler de l'été 1974. Or c'est sans doute la nature du dialogue politique, des relations interculturelles et économiques, que les deux communautés sauront établir, qui déterminera l'avenir de l'île, dans une région où les clivages ethniques et confessionnels sont aisément instrumentalisés par des acteurs extra-insulaires. De ce point de vue aussi, pour l'Union européenne, Chypre constitue nolens volens un cas à part, un candidat « politiquement problématique » à cause de sa division de fait.

L'article sur l'Iran revient sur le rôle de l'« Armée du savoir » sous la monarchie pahlavi, entre 1963-1979, et sur ses implications politiques et sociales. Il avance que cette initiative n'a pas eu seulement un effet sur le taux d'alphabétisation mais aussi sur la perception des jeunes gens qui y étaient engagés, sur l'environnement socio-politique, voire sur le régime, non sans que le phénomène ait exercé une certaine incidence sur la genèse de la Révolution de 1979 elle-même. Dans un registre pas très lointain, le travail sur la langue turque envisage les degrés de l'altérité comme l'appartenance géographique (du local au régional et au national), religieuse, linguistique ou culturelle. Nous revenons sur les diasporas, le thème de notre dernier dossier, avec la recherche patiente de Françoise Rollan sur les sites web. Dans « Chronique culturelle » (que l'on pourrait intituler cette fois-ci « Chronique culturelle »), Yvette Benusiglio parle de la Direction des affaires religieuses en Turquie tandis qu'Etienne Copeaux rend compte, dans la rubrique bibliographique, d'un livre d'un Chypriote sur les Chypriotes.

La contribution de Béatrice Pouligny à « Contrepoint » relance le débat sur l'humanitaire², sur l'opposition entre « urgentistes » et « développeurs » (distinction à laquelle le coordonateur du dossier, Philippe Ryfman, était quelque

¹ Hubert Védrine, le ministre des Affaires étrangères, déclarait, en mars 1999: « Appartient-il en effet à une assemblée parlementaire de qualifier des faits historiques, survenus il y a plus de quatre-vingts ans, dans un autre pays ? ». Il répondait lui-même à cette question : « le Gouvernement ne le pense pas, et le Président de la République partage cette appréciation ».

² Signalons que l'éditorial ainsi que deux articles du numéro 29, sont disponibles *in extenso* sur le site web de la revue : il s'agit de Michel Leezenberg, « Humanitarian Aid in Iraqi Kurdistan » et de Christine de Montclos, « Les Balkans vus du Vatican : les crises de Bosnie et du Kosovo ».

<http://www.ceri-sciences-po.org/publica/cemoti/presente.htm>

peu réfractaire), sur les bailleurs de fonds, sur la distinction entre l'humanitaire en situations de conflit et de catastrophes naturelles, etc. Dans « Chronique scientifique », vous trouverez un compte rendu de Chloé Keraghel sur « Drogue et politique », thème de la journée d'études tenue au CERI en décembre 2000 et sur lequel nous reviendrons dans le prochain dossier. Hande Birkalan, qui commence à enseigner à l'Université Yeditepe d'Istanbul, évoque in fine le soutien apporté par l'association éditrice de notre publication à une action humanitaire.

Ce numéro rassemble surtout des travaux de jeunes chercheurs et enseignants. Les études sur la Grèce et Chypre contemporaines, sur le monde turco-iranien, restent quelque peu éparses en France. Des recherches, des études et de l'enseignement se font bien entendu sur le champ des CEMOTI, dans diverses universités, dans diverses unités de recherches du CNRS, à l'EHESS, au Centre d'études et de recherches internationales, sans parler d'autres unités de la Fondation nationale des sciences politiques. La plupart des collaborateurs de cette livraison sont issus de cette dernière ou y poursuivent des recherches. Spécialiste des Balkans, Nadège Ragaru, qui a d'ores et déjà à son actif plusieurs travaux de qualité, y poursuit une thèse de doctorat sur la redéfinition des représentations sociales et pratiques du politique en Bulgarie post-communiste³. Diplômé de l'IEP de Paris, Olivier Masseret achève un doctorat de science politique sur le thème de « la diplomatie parlementaire »⁴. Semin Suvarierol a soutenu un mémoire en septembre 2000, à l'IEP de Paris, sur Chypre et l'Union européenne.

Johann Uhres est membre associé de l'Observatoire des Etats post-soviétiques de l'Inalco (Paris)⁵, Samim Akgönül, membre du CeRATO à Strasbourg⁶. Farian Sabahi, actuellement chercheur associé à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, a soutenu sa thèse sur « *Literacy Corps in Pahlavi Iran: social, political and literary implications* » à la *School of Oriental and African Studies* de Londres en septembre 1999. Zeynep Oktav Alantar, docteur en relations internationales de l'Université de Boğaziçi (Bosphore), et Cengiz Çağla, docteur de la même université, auteur d'une thèse sur « *The Jadid Movement and Nation-Building in Azerbaijan* », appartiennent à la nouvelle génération d'enseignants en sciences politiques et en relations internationales du département de sciences politiques de l'Université technique de Yıldız à Istanbul, qui sous l'impulsion du professeur Kemal Saybaşıllı, s'affirme par un certain dynamisme.

Catherine Wihtol de Wenden (CNRS/CERI), spécialiste des migrations internationales, est désormais membre du Comité de rédaction. Lucette Valensi (directrice de l'Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman), Pierre Chuvin (ancien directeur de l'Institut français d'études sur l'Asie centrale, Tachkent) et Rémy Leveau (professeur à l'Institut d'études politiques de Paris) ont bien voulu accepter de rejoindre le Conseil scientifique de notre revue, classée récemment par la Commission 40 (« sciences du politique ») du CNRS parmi les meilleures publications scientifiques de France, dans son domaine. Nous nous efforcerons d'être à la hauteur de cette reconnaissance et de cette confiance, grâce surtout à la constance des membres de l'AFEMOTI et de nos lecteurs, qui savent avec quelle économie de moyens matériels la publication est confectionnée, éditée et diffusée.

Semih Vaner

³ Ancienne allocataire de recherche au CERI (1995-1998), N.Ragaru a enseigné la science politique à l'université de Sofia *Kliment Ohridski*. Elle a publié, entre autres, « Démocratie et représentation politique en Bulgarie », *Les Cahiers du CERI*, n°19, 1998, 52 p. Aucune thèse de science politique n'aurait été soutenue jusqu'à présent en France, sur la Bulgarie. Au sujet des dissertations doctorales sur la région, rappelons que Gilles Bertrand a soutenu une thèse sur « Le conflit helléno-turc : nouvelles données et nouveaux acteurs dans le système postbipolaire et à l'âge de la globalisation » à l'IEP de Paris, le 8 décembre 2000.

⁴ Signalons que l'Association française de science politique organise le 9 novembre 2001, à l'Université Paris I, le « Premier salon des thèses » de l'AFSP dans l'objectif de mieux valoriser les thèses de science politique, en permettant notamment à leurs auteur(e)s de se faire connaître au-delà des frontières du monde universitaire. Quatre ateliers thématiques réuniront les docteurs de l'année d'une part, et des universitaires, acteurs publics, chefs d'entreprise, éditeurs ou représentants des médias d'autre part. Chaque docteur disposera d'un temps de présentation de son travail au sein d'un de ces quatre ateliers. (Contact : Anne L.Avy, afsp@msh-paris.fr)

⁵ Fondé en avril 1992, cet observatoire est une équipe pluridisciplinaire de recherches et d'analyse sur les quinze Etats indépendants issus de l'éclatement de l'URSS. Inséré jusqu'en 1999 dans le Centre d'études russes, eurasiennes et sibériennes de l'INALCO, il vient d'acquiescer son autonomie comme équipe de cette dernière institution. Il comprend le « Collectif de Recherches sur l'Asie Centrale » dont font partie Marlène Laruelle et Damien Helly, allocataire de recherche au CERI. Ces deux derniers, jeunes chercheurs, ont déjà collaboré à notre publication, respectivement avec des articles sur l'eurasisme et l'Azerbaïdjan.

⁶ S.Akgönül prépare une thèse sur les Grecs de Turquie de 1923 à nos jours. Le CeRATO est équipe pluridisciplinaire, appartenant depuis 2001 au laboratoire « Sociétés, Cultures et Représentations sociales en Europe », associé à l'Université Marc Bloch de Strasbourg et au CNRS. Les membres de l'équipe travaillent sur un vaste espace géographique centré sur la Turquie, allant de l'Europe occidentale (migrations et populations issues de l'immigration) à l'Asie centrale (identités et territoires). Il est issu de l'équipe « Mondes turcs et iraniens » spécialiste de l'histoire sociale et culturelle des territoires ottomans et persans. Le CeRato comprend entre autres Server Tanilli, Stéphane de Tapia, Johann Strauss.